

PLUTÔT CHÔMEUSES ET CHÔMEURS QUE CONTRÔLEURS

Nous avons distribué ce tract mercredi 5 avril, au cours de la session de recrutement organisée par la préfecture de police de Paris dans les locaux de l'agence Pôle emploi Daviel (Paris 13). Lors de cette intervention, un cadre de l'agence a cru bon de demander sa « pièce d'identité » à une des personnes présentes avant de guider la police jusque dans la rue pour faciliter ses recherches, rendant ainsi manifestes, s'il en était besoin, les affinités entre les logiques de contrôle de Pôle emploi et celles de la police.

Nous nous opposons à l'injonction au travail en général, dans les secteurs en tension en particulier, et a fortiori dans les métiers de la sécurité. Nous nous opposons également à l'intensification des logiques de répression, à la police qui frappe tout ce qui bouge et à la vidéo-surveillance algorithmique qui est précisément conçue à cette fin.

Cette action est dédiée aux blessés de Sainte-Soline.

Un groupe issu de l'AG du 9 mars contre les réformes des retraites, de l'assurance-chômage et du RSA et la loi Darmanin version 2.

La Préfecture de police de Paris est en train d'organiser un recrutement à l'agence Pôle emploi Daviel, dans le 13e : «UN EMPLOI POUR TOUS A LA PRÉFECTURE DE POLICE». Il s'agit de recruter en CDD des candidats - plus ou moins volontaires - dans des métiers liés au numérique : dans les renseignements généraux, à la police judiciaire, au laboratoire central, ainsi qu'à « la direction de l'innovation, de la logistique et des technologies ».

La loi sur la vidéosurveillance automatisée (VSA) vient de passer, la police recrute ! Comme annoncé dans le Livre blanc du ministère de l'Intérieur (2019), l'État prend prétexte des J.O. de 2024 pour faire franchir plusieurs seuils au flicage généralisé. Le nouveau dispositif sécuritaire systématise donc une surveillance en amont « des corps, des attributs physiques, des gestes, des silhouettes, des démarches » pour faire le tri de ceux jugés « suspects » selon les critères policiers (La Quadrature du net, « La France, premier pays d'Europe à légaliser la surveillance biométrique »).



LE MAILLAGE RESSERRÉ DES LOGIQUES SÉCURITAIRES ET DE REMISE AU TRAVAIL À TOUT PRIX

L'État accroît les moyens de l'armée et des flics, et s'appuie massivement sur des sociétés privées pour développer des outils informatiques et recruter des agents de sécurité. Pôle emploi, dont les directions se font les leviers dociles de cette politique, organise des « marathons de la sécurité », finance avec la région des formations accélérées à ces métiers – tout en restreignant l'accès à d'autres formations –, et plus généralement met la pression aux chômeurs pour mieux grossir le contingent policier.

Si nous sommes tributaires - bien qu'à des degrés divers - des multiples logiques de contrôle de la police et de Pôle emploi, et qu'il nous est difficile de nous y soustraire, nous pouvons aussi faire obstacle à leur politique par notre présence concrète, comme aujourd'hui, dans cette agence.

POLICE EMPLOI N'AURA JAMAIS SI BIEN PORTÉ SON NOM

Il est rare que les relations entre l'intensification de l'exploitation des travailleurs, la remise au travail contrainte et les politiques sécuritaires soient aussi lisibles que dans la séquence présente, qui est marquée par les tentatives de passage en force de la réforme des retraites, la promulgation plus discrète de la loi Kasbarian (dite anti-squat), et bientôt la loi Darmanin, le RSA contre activité puis la future loi Travail.

Au chômage, dans l'emploi, dans la rue, contre les logiques sécuritaires et d'automatisation du contrôle, contre les logiques de remise au travail à tout prix, organisons-nous, et multiplions les initiatives !